LDH
Fondée en 1898

03.11.2026

LA LDH SOUTIENT L'APPEL INTERSYNDICAL À LA JOURNÉE DE MOBILISATION DU 5 NOVEMBRE 2026

Communiqué LDH et appel au rassemblement le 5 novembre 2026

Les politiques d'austérité budgétaire décidées en France et confirmées dans le dernier projet de budget aggravent les crises qu'elles prétendent combattre. Elles s'attaquent aux plus fragiles, asphyxient les services publics, les associations et les outils de solidarité, conduisant inévitablement à un nouvel accroissement du chômage et de la précarité dans nos sociétés.

En parallèle, les moyens financiers pour se préparer à faire face aux conséquences des changements climatiques, tout en agissant pour leur atténuation, ne sont à la hauteur ni des enjeux, ni de l'urgence.

Les mobilisations de la jeunesse pour demander des conditions dignes pour apprendre et disposer d'un avenir sont particulièrement légitimes dans ce contexte. Leur colère, leurs inquiétudes et leurs revendications doivent être entendues et prises en considération. Il n'est pas acceptable, dans un Etat de droit, que le gouvernement fasse le choix grave d'assimiler les jeunes à des ennemis intérieurs à neutraliser par des armes de guerre ou en dévoyant des législations antiterroristes.

Les revendications portées par les organisations syndicales sont elles aussi ignorées, dénigrées et les violences des dernières années avec leur cortège de personnes estropiées interrogent partout, jusqu'aux organisations internationales, sur ce que font les gouvernements français, gouvernements qui se disent pourtant libéraux.

Les valeurs de solidarité et d'égalité portée par la jeunesse sont relayées et amplifiées par les mobilisations syndicales. Face à cet élan d'espoir soutenu très largement, la responsabilité des autorités politiques est totale dans le blocage du dialogue, en période d'intensification de la crise. Des réponses sociales de court et de long terme doivent être apportées, mais aussi un engagement fort contre l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite. L'échéance électorale de 2027 ne peut pas laisser le champ libre à la destruction d'un modèle sociétal construit sur la promesse de l'égalité des droits pour toutes et tous, ni à la destruction de l'Etat de droit et du commun par l'effondrement programmé des services publics et de la protection sociale.

C'est pourquoi la LDH (Ligue des droits de l'Homme/droits humains) soutient l'appel intersyndical pour la **journée de mobilisation du jeudi 5 novembre 2026.** La réduction des inégalités, le renforcement du socle social et la construction de services publics de qualité, à la hauteur des besoins de la population, mais aussi la défense de notre Etat de droit sont autant d'urgences qui doivent nous conduire à être nombreuses et nombreux dans la rue.

Paris, le 3 novembre 2026